La politique linguistique du Val d'Aoste : réflexions en guise de premier bilan

The language policy of the Valle d'Aosta: some reflections by way of an initial assessment

Marisa Cavalli

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/lbl/313>

DOI : 10.4000/lbl.313

ISSN : 2727-9383

Éditeur

Université de Bretagne Occidentale – UBO

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2017

Pagination : 137-161

ISBN : 979-10-92331-31-8

ISSN : 1270-2412

Référence électronique

Marisa Cavalli, « La politique linguistique du Val d'Aoste : réflexions en guise de premier bilan », *La Bretagne Linguistique* [En ligne], 21 | 2017, mis en ligne le 01 mai 2020, consulté le 23 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/lbl/313> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lbl.313>

La Bretagne Linguistique est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Marisa CAVALLI*

La politique linguistique du Val d'Aoste. Réflexions en guise de premier bilan

DÉcrire de façon objective la situation sociolinguistique actuelle du Val d'Aoste relève pour moi d'un défi multiforme. En premier lieu, parce qu'il est très difficile d'adopter un point de vue totalement étique, quand on est plongé quotidiennement dans un contexte donné : en tant que membre de cette société valdôtaine, en effet, mon point de vue émique peut m'amener à des distorsions en lien avec mon positionnement personnel fait d'options politiques, de connaissances scientifiques devenues acquis cognitifs, mais aussi de points de vue affectifs et de connaissances informelles ainsi que d'expériences directes quant aux langues, à leurs locuteurs, à leurs pratiques et à leurs représentations.

Une autre dimension de ce défi est représentée par la quantité et la qualité de données disponibles pour que le discours sur le Val d'Aoste ne se résume pas à une opinion parmi d'autres, mais se fonde sur des « faits » avérés, établis de manière scientifique. Or le Val d'Aoste et ses gouvernements successifs, s'ils se sont fortement engagés dans une politique d'aménagement linguistique, ont démontré pour le moins une frilosité, voire une idiosyncrasie quant à un rapport scientifique au

* Consultante auprès du Centre Européen pour les Langues Vivantes du Conseil de l'Europe (CELV).

monde, à la société, aux phénomènes humains et sociaux, et plus que tout aux langues¹. Sans vouloir mettre en cause la légitimité de la classe politique, cela s'explique peut-être par le fait que le Val d'Aoste est la région italienne qui a le moins de diplômés universitaires dans une Italie qui se situe aux derniers rangs parmi les pays de l'OCDE².

C'est donc par cette mise en garde que je débute mon propos, l'intention étant de donner au lecteur une vision la plus objective possible, mais en même temps aussi mon interprétation de certaines données de la situation sociolinguistique actuelle du Val d'Aoste afin d'établir un premier bilan de la politique linguistique valdôtaine depuis l'après-guerre jusqu'au début du XXI^e siècle.

Aperçu géo-historique

Le Val d'Aoste est la plus petite des Régions italiennes, située au nord-ouest entre la France à l'ouest et la Suisse au nord. C'est une vallée alpine de nature glaciaire d'une superficie de 3 262 km², ce qui représente 1 % du territoire national, peuplée par 128 298 habitants, ce qui équivaut à 0,2 % de la population italienne³. D'une altitude moyenne de 2106 mètres, elle est très peu densément peuplée (38 habitants par km²)⁴. Tout le long de la vallée centrale, se départent des vallées latérales profondément creusées. Ceint d'un rempart continu constitué des plus hauts sommets des Alpes, le Val d'Aoste dispose de nombreux cols qui le mettaient en communication avec les régions voisines. Cette configuration géographique très particulière a fait du Val d'Aoste, selon les aléas des glaciations, tantôt un rude espace renfermé sur lui-même tantôt un lieu de fréquents passages : « cellule et carrefour », selon une

1. Il est tentant de faire rentrer la fermeture de l'Institut Régional de Recherche Éducative (IRRE) pour le Val d'Aoste en 2009 parmi les effets de ce type d'attitude. À moins qu'il ne s'agisse de simple conséquence.

2. ISFOL, *PLAAC-OCSE - Rapporto nazionale sulle Competenze degli Adulti*, Temi & Ricerche, Roma, ISFOL, 2014. Il s'agit de l'enquête *Programme for the International Assessment of Adult Competencies* (PIAAC).

3. ISTAT, *Popolazione e famiglie*, 2014, <http://www.istat.it/it/popolazione-e-famiglie> (consulté le 1^{er} juillet 2016).

4. ISTAT : *Censimento della popolazione italiana*, 2011, <http://www.istat.it/it/censimento-popolazione/censimento-popolazione-2001> (consulté le 1^{er} juillet 2016).

heureuse formule⁵. Par les cols, à travers les temps, outre les personnes, les troupeaux et les marchandises, ont transité également les langues.

Pour ce qui est de son histoire linguistique et des facteurs historiques qui l'ont façonnée, je me limiterai à ne donner que quelques grands jalons, renvoyant les lecteurs à certaines indications bibliographiques pour des approfondissements⁶.

– Depuis le XI^e siècle, le Val d'Aoste a appartenu au duché de Savoie à l'intérieur duquel il occupait la situation d'« État intramontain⁷ » jouissant d'une certaine autonomie. La fidélité du Val d'Aoste à la Maison de Savoie s'est prolongée jusqu'à l'issue du deuxième conflit mondial, au moment où les Italiens ont choisi, par un référendum institutionnel en 1946, la république au lieu de la monarchie.

– Linguistiquement y était pratiqué un parler gallo-roman, le francoprovençal, sorte de « proto-français resté à l'abri de certaines innovations septentrionales⁸ », diffusé sur tout son territoire et au-delà des Alpes (voir figures 1 et 2), sauf dans une petite enclave alémanique dans la vallée latérale du Lys habitée par une petite minorité dans la minorité (parlant deux variétés du *walser* : le *titsch* et le *töitschu*), provenant probablement du Haut-Valais et s'y étant installée au début du XIII^e siècle. Il est à noter que le francoprovençal ne s'est jamais constitué en *koine* et il continue à subsister, y compris au Val d'Aoste de nos jours, dans

5. Bernard JANIN, *Le Val d'Aoste – Tradition et renouveau*, Aoste, Musumeci Éditeur, 1991 [Grenoble, Typographie Allier, 1968, pour la première édition].

6. Pour l'histoire, voir Lin COLLIARD, *La culture valdôtaine au cours des siècles*, Aoste, ITLA, 1965 ; André ZANOTTO, *Histoire de la Vallée d'Aoste*, Aoste, Éditions Musumeci, 1980 ; A. ZANOTTO, *Le particularisme valdôtain*, Aoste, Région Autonome de la Vallée d'Aoste, 1986. Pour l'histoire linguistique, voir Valerio FAVRE, « Histoire linguistique de la Vallée d'Aoste », IRRSAE-VDA, *Espace, temps et culture en Vallée d'Aoste*, Aoste, Imprimerie Valdôtaine, 1996, p. 174-191 ; Tullio OMEZZOLI, « Lingue e identità valdostana », *Storia d'Italia, Le regioni dall'Unità ad oggi. La Valle d'Aosta*, Torino, Einaudi, 1995, p. 139-202 ; Tullio OMEZZOLI, *Alcune postille sulle lingue dei Valdostani*, Aosta, Le Château, 1995.

7. Jean-Baptiste DE TILLIER, *Historique de la Vallée d'Aoste*, 1^{re} édition intégrale, Aoste, ITLA, 1966.

8. Gaston TUAILLON, *Le francoprovençal – Progrès d'une définition*, Saint-Nicolas, Centre d'Études francoprovençales « René Willien », 1994, [*Travaux de Linguistique et de littérature* X, 1, Centre de Philologie et de Littératures romanes de l'Université de Strasbourg, Paris, Klincksieck, 1972].

de nombreuses variétés. Le français devient à partir du XIV^e siècle la langue de la cour de Savoie et, à sa suite, de la noblesse partout dans le Duché. C'est ce qui explique la suite des événements.

Fig. 1 : L'aire du francoprovençal dans l'espace gallo-roman.

Les langues régionales de France métropolitaine. D'après http://www.dglff.culture.gouv.fr/ressources/cartes/langues_regionales.pdf.

Cartes des fig. 1 et 2 : DAO Yves Guyomard (UBO Brest).

Fig. 2 : L'aire du francoprovençal (tiré de M. BERT et J. B. MARTIN, « Le francoprovençal », dans G. Kremnitz (dir.), *Histoire sociale des langues de France*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 489-501).

– Le français est, en effet, devenu langue de l'administration au Val d'Aoste en lieu et place du latin en 1561, vingt-deux ans seulement après l'ordonnance de Villers-Cotterêts (1639) par laquelle François I^{er} établissait la même règle en France. Dans l'Édit de Rivoli, il est constaté « être chose fort nécessaire et profitable pour le bien et commodité de nos sujets et Pays, faire accoutumer et user en tous affaires, tant de justice que autres, la langue vulgaire, chaque province la sienne » et « ayant toujours et de tout temps été la langue française en notre Pays d'Aoste plus commune et générale que point d'autre ; et ayant le peuple et sujets dudit Pays averti et accoutumé de parler la dite langue plus aisément que nulle autre », le duc de Savoie Emmanuel-Philibert inter-

dit aux rédacteurs des actes publics de se servir « en leurs procédures tant de justice, que autre, de la langue latine, la quelle, outre ce qu'ils ne la savent user parfaitement, n'est si intelligible aux peuples comme la française ». Ainsi est-il ordonné qu'« au dit Pays et Duché d'Aoste, nulle personne quelle que ce soit ait à user tant ès procédures des procès et actes de justice, que à coucher contrats, instruments, enquestes ou autres semblables choses d'autre langue que la française, à peine de nullité des dits contrats et procédures, et de cent livres d'amende⁹ ».

– L'appartenance au Duché de Savoie a déterminé le destin du Val d'Aoste qui s'est séparé de la Savoie en 1860 et a suivi son ancien duc devenu roi de Sardaigne en 1720 et puis d'Italie en 1861. Cette dernière date marque le passage du Val d'Aoste dans l'espace italophone. Du point de vue linguistique, au moment de cette transition, en l'absence de données chiffrées, l'hypothèse la plus plausible est que la plupart de la population du Val d'Aoste – essentiellement paysanne s'adonnant aussi à l'élevage – parlait le francoprovençal et connaissait – de par l'action des écoles de hameau (établies à partir de la fin du XVII^e siècle) – la langue française et pouvait s'en servir dans des emplois formels, alors que la bourgeoisie citadine parlait plutôt le français.

– À partir de 1861, le processus d'italianisation débute. Il culmine dans la politique linguistique de Benito Mussolini visant l'éradication du français. Les écoles de hameau ont été fermées en 1923 et les générations de Valdôtains entre 1924 et 1948 ont été privées de l'enseignement scolaire du français. Parmi les mesures de politique linguistique mussolinienne rentre l'italianisation des noms de villages.

– Suite à des mouvements séparatistes – issus de la Résistance au cours du deuxième conflit mondial – demandant l'annexion à la France, l'État italien octroie en 1948 un statut d'autonomie au Val d'Aoste ainsi qu'à deux régions près des frontières avec la présence de minorités linguistiques (Frioul-Vénétie-Julienne et Trentin-Haut-Adige/Sud-Tyrol) et aux deux grandes îles (Sardaigne et Sicile). C'est une reconnaissance inscrite dans la constitution italienne. Linguistiquement, en 1948, la po-

9. Les citations de l'Édit de Rivoli sont tirées de *Langue et littérature en Vallée d'Aoste au XVI^e siècle*, p. 4, voir biblio.regione.vda.it/sites/aosta/assets/Documenti/Lett.Vald-XVI-sicle-FR.pdf, document non daté (consulté le 7 juillet 2016).

pulation valdôtaine la plus jeune n'avait plus appris le français à l'école, connaissait l'italien et le pratiquait à côté du francoprovençal (et du *walsér* dans la Vallée du Lys).

Les assises juridiques de la politique linguistique valdôtaine

Quatre articles du Statut spécial Loi constitutionnelle 26 février 1948, n° 4 (publiée dans le Bulletin officiel n° 59 du 10 mars 1948¹⁰) (cf. encadré) donnent au Val d'Aoste les moyens pour mettre en œuvre sa politique linguistique.

L'article 38 sanctionne certains emplois du français au niveau de la société :

- la parité entre les deux langues (italien et français) dans la région,
- leur emploi possible dans les actes publics à l'exception des actes de l'autorité judiciaire,
- la nécessité d'embaucher dans les emplois publics du personnel local ou connaissant la langue française.

Ce dernier alinéa a trouvé son application dans les examens de connaissances de la langue française auxquels les personnels désirant occuper un poste public devaient dans le temps se soumettre. Ces examens ne sont plus nécessaires actuellement pour les personnes ayant réalisé leur scolarité dans le système éducatif bilingue valdôtain, mais restent en vigueur pour les autres Italiens et les étrangers.

L'article 39 concerne l'école pour laquelle est envisagée la parité horaire de l'enseignement des deux langues (italienne et française), appliquée depuis 1948. Quant aux autres matières scolaires, le statut prévoyait en 1948 l'enseignement pour quelques-unes d'entre elles en langue française. Ce dernier alinéa n'a été l'objet de réflexion que très tardivement – dans les années 1970 – et a trouvé son application dans l'enseignement dans les années 1980 et 1990 sans jamais aboutir à la réforme bilingue complète du système scolaire puisque le secondaire du deuxième degré ne prévoyait pas jusqu'en 2016 d'enseignement bilingue des disciplines. Ce dernier fait peut indiquer un essoufflement

10. Voir http://www.consiglio.regione.vda.it/statuto/statuto_f.asp (consulté le 1^{er} juillet 2016).

dans le temps de la volonté politique. Il est intéressant de souligner que le choix politique fait à partir des années 1980 diffère par rapport au contenu original de l'alinéa du statut concernant les matières scolaires : le décideur régional a, en effet, préféré ne pas créer de fractures dans le corps social, dans le corps professionnel des enseignants, dans les matières scolaires et a décidé qu'il n'y aurait pas d'écoles séparées suivant les langues, ni d'enseignants spécialisés dans une seule des deux langues ni de disciplines enseignées dans une seule langue. Ce type de choix était pourtant majoritaire dans d'autres minorités comme celle du Haut-Adige, par exemple. La décision politique du Val d'Aoste a orienté son école vers un modèle bilingue d'enseignement où il s'agissait d'alterner les langues à une époque où les modèles en vigueur étaient ceux d'empreinte plus monolingue (avec l'évacuation, totale ou partielle, de la langue première de l'apprenant) comme l'immersion québécoise au Canada.

L'article 40 du Statut permet au Val d'Aoste d'adapter les programmes et dispositions de l'Éducation nationale « aux nécessités locales ». Ce sont ces adaptations qui ont permis au Val d'Aoste de donner une assise bilingue à une large partie de son système éducatif (écoles maternelle, primaire et secondaire du premier degré). Le dernier alinéa de cet article énonce les conditions d'approbation des normes éducatives locales.

L'article 40 bis, beaucoup plus récent (1993), concerne la minorité *walser*. Cet article présente un intérêt pour notre réflexion, car, bien que beaucoup plus tardif, il applique à cette minorité les mêmes règles adoptées pour les locuteurs du francoprovençal : ce n'est pas le *walser* qui est enseigné, mais la langue allemande. Quant au francoprovençal, il rentre parmi les langues minoritaires¹¹ dont la sauvegarde est assurée par une loi nationale n° 482 de 1999¹².

11. Soulignons que l'Italie a signé la Charte des langues régionales et minoritaires du Conseil de l'Europe en 2000, mais ne l'a pas encore ratifiée.

12. « *Norme in materia di tutela delle minoranze linguistiche storiche* » (« Normes de sauvegarde des minorités linguistiques historiques », ma traduction) : cette sauvegarde est prévue pour « la langue et la culture des populations albanaises, catalanes, germaniques, grecques, slovènes et croates et de celles parlant le français, le francoprovençal, le frioulan, le ladin, l'occitan et le sarde ».

Ajoutons, enfin, sans entrer dans les détails, que le Statut Spécial accorde également au Val d'Aoste une autonomie financière – qui fut considérable dans le temps mais qui est en train de fortement se réduire – et d'une autonomie législative plus ou moins large selon les matières concernées.

Le Statut Spécial de la Vallée d'Aoste

Titre VI^e - LANGUE ET ORGANISATION DES ÉCOLES

Art. 38

La langue française et la langue italienne sont à parité en Vallée d'Aoste.

Les actes publics peuvent être rédigés dans l'une ou l'autre langue, à l'exception des actes de l'autorité judiciaire, qui sont rédigés en italien.

Les administrations de l'État prennent à leur service dans la Vallée, autant que possible, des fonctionnaires originaires de la Région ou qui connaissent le français.

Art. 39

Dans les écoles de n'importe quel ordre ou degré qui dépendent de la Région, un nombre d'heures égal à celui qui est consacré à l'enseignement de l'italien est réservé, chaque semaine, à l'enseignement du français.

L'enseignement de quelques matières peut être dispensé en français.

Art. 40

L'enseignement des différentes matières est organisé selon les dispositions et les programmes en vigueur dans l'État, moyennant des adaptations opportunes aux nécessités locales.

Ces adaptations, ainsi que la liste des matières pouvant être enseignées en français, sont approuvées et rendues exécutoires, après consultation de Commissions mixtes composées de représentants du Ministère de l'Instruction publique, de représentants du Conseil de la Vallée et de représentants du corps enseignant.

Art. 40 – bis (NdR : ajout de 1993)

Les populations de langue allemande des Communes de la Vallée du Lys indiquées par loi régionale ont droit à la sauvegarde de leurs caractéristiques et de leurs traditions linguistiques et culturelles.

Aux populations visées au premier alinéa est assuré l'enseignement de la langue allemande dans les écoles au moyen des adaptations nécessaires aux besoins locaux.

Les principales actions d'aménagement de la politique linguistique du Val d'Aoste en faveur du français

L'école est sans aucun doute le secteur dans lequel le Val d'Aoste a le plus largement investi – en termes aussi bien financiers qu'en termes d'attentes – en vue de la sauvegarde de la langue française¹³. De moindres efforts, mais très louables quant à leur qualité, ont été dévolus à la cause du francoprovençal¹⁴ et du *walser*¹⁵ qui sont restés à la porte de l'école ou n'y sont entrés que par des projets et des activités ponctuelles et optionnelles. Les dernières adaptations des programmes nationaux, opérationnelles depuis l'année scolaire 2016-2017, ne prévoient malheureusement pas de rôle spécifique de ces deux parlers vernaculaires à côté des deux langues plus prestigieuses que sont le français et l'allemand. Il y a là un côté paradoxal : ces parlers jouissent en effet d'une vitalité ethno linguistique¹⁶ tout à fait extraordinaire, comme je le démontrerai plus spécifiquement pour le francoprovençal, par rapport au français, sur lequel tous les efforts sont déployés. Cette très relative prise en compte des langues vernaculaires à l'école a une influence sur la perception de la langue qui est enseignée à l'école : pour le français, il est avéré que les élèves ne perçoivent plus son rapport au francoprovençal et ce sont surtout les élèves patoisants qui le conçoivent comme une langue étrangère¹⁷.

13. Pour des approfondissements sur l'école bilingue valdôtaine et ses options didactiques, voir : Marisa CAVALLI, *Éducation bilingue et plurilinguisme – Le cas du Val d'Aoste*, Paris, Collection LAL, CREDIF, Didier, 2005. Voir aussi Daniela PUOLATO, *Francese-italiano, italiano-patois : il bilinguismo in Valle d'Aosta fra realtà e ideologia*, Berne, Peter Lang, 2006 ; CONSEIL DE L'EUROPE ET RÉGION AUTONOME DU VAL D'AOSTE, *Profil de la politique linguistiques éducative – Vallée d'Aoste - Rapport Régional*, Strasbourg, 2007 ; CONSEIL DE L'EUROPE ET RÉGION AUTONOME DU VAL D'AOSTE, *Profil de la politique linguistiques éducative – Vallée d'Aoste*, Strasbourg, 2008, http://www.coe.int/t/dg4/linguistic/Profils1_FR.asp#TopOfPage (consulté le 7 juillet 2016).

14. Menés surtout par le Bureau Régional d'Ethnologie et de Linguistique et le Centre d'Études francoprovençales de Saint-Nicolas.

15. Qui dispose d'un *Walser Kulturzentrum des Aostatal*.

16. UNESCO, *Vitalité et disparition des langues*, document non daté, <http://www.unesco.org/culture/ich/doc/src/00120-FR.pdf> (consulté le 7 juillet 2016).

17. Voir Daniela PUOLATO, *op. cit.*

Ces mesures concernant l'école font partie de ce que Cooper¹⁸ dénomme « *acquisition planning* ».

Un autre domaine assez développé est celui de la toponymie qui contribue très largement à un certain type de francophonie ambiante.

L'utilisation du français dans les médias, télévisuels, radiophoniques ou écrits¹⁹ est plus que discrète, pour ne pas dire réduite au minimum.

L'affichage, par contre, montre des exemples de plus en plus fréquents d'emploi « cosmétique » ou « folklorique » du français, que ce soit dans les affiches émanant de l'administration publique ou dans les affichages commerciaux : le nom d'un magasin peut être en français, mais les informations utiles aux clients (horaires d'ouverture, noms de marchandises...) se font de préférence en italien. Cet usage « cosmétique » se fait de plus en plus souvent avec le francoprovençal aussi : clin d'œil aux Valdôtains « ruraux » ou bien coup de pinceau de couleur locale à l'intention des touristes.

Les discours des hommes politiques, sauf rares exceptions, se limitent à une courte phrase d'introduction et à de brèves salutations en langue française. L'ordre du jour du Conseil Régional ne présente que très peu de points à discuter rédigés en langue française.

Des études seraient à mener sur les emplois des langues dans la presse en période électorale : c'est le moment, en effet, où, pour toucher tout genre d'électorat, la presse politique fait un usage varié et ciblé des deux langues, l'italien et le français.

Dans le domaine culturel, les spectacles de compagnies théâtrales étrangères francophones alternent avec des spectacles de compagnies italiennes, les premiers étant moins suivis que les deniers. Très vital et très suivi est, par contre, le théâtre amateur en francoprovençal.

Toutes ces mesures d'aménagement du statut sont assez faiblement appliquées, donc insuffisamment incisives pour un changement des pratiques sociales.

Pour ce qui est de l'aménagement du corpus²⁰, il n'en est même pas

18. Robert Leon COOPER, *Language planning and social change*, New York, Cambridge University Press, 1989.

19. Nathalie GRANGE, *La presenza del francese nei giornali e nei periodici valdostani: un'indagine preliminare*, Tesi di laurea, Università degli Studi di Torino, 1999, relatore G. Berruto, thèse non publiée.

20. Pour les trois formes d'aménagement, je fais référence à la systématisation qu'a faite

question au niveau politique : la conscience de l'existence d'une variété locale de français est présente chez très peu de personnes et rien n'est fait dans cette perspective. Le modèle de référence imaginé, y compris pour l'école, est le français de France, voire de Paris : alors que ce sont souvent les méthodes de FLE qui véhiculent les modèles de langue à enseigner. Pour l'aménagement du corpus, c'est donc... l'Académie française qui s'en occupe.

Les résultats de la politique linguistique du Val d'Aoste

Le Val d'Aoste ne dispose pas, à l'instar d'autres minorités (par exemple catalane ou basque en Espagne²¹), de documents de politique linguistique qui explicitent clairement les finalités qui sont visées par les mesures d'aménagement. Encore moins il peut s'appuyer sur des dispositifs permanents d'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre. La politique linguistique du Val d'Aoste prend racine à des moments historiques désormais éloignés dans le temps, à une époque, l'après-guerre, où les politiques linguistiques pouvaient se contenter de mesures symboliques sans viser forcément des actions concrètes de revitalisation de la langue française. L'autonomie obtenue en tant que minorité bilingue a permis au Val d'Aoste de prospérer économiquement grâce aux 9/10^e d'impôts retenus et à d'autres financements de l'État. L'élan idéaliste authentique de l'époque de la Résistance s'est petit à petit étioilé face aux grandes et rapides révolutions qui ont bouleversé l'économie valdôtaine : reconstruction de l'après-guerre, arrivée du tourisme, passage d'une économie rurale de subsistance à une économie basée sur le développement des services et de l'industrie sidérurgique et technologique dans la plaine et la ville d'Aoste et sur l'essor de la construction immobilière et de l'industrie du tourisme dans la haute montagne d'abord et – en mesure moindre et plus tardivement – dans

des diverses contributions scientifiques dans le temps Nancy H. HORNBERGER, « Frameworks and Models in Language Policy and Planning Research », dans Thomas Ricento (dir.), *An Introduction to Language Policy: Theory and Method*, London, Blackwell, 2006, p. 24-41.

21. MERCATOR-EDUCATION (European network, for Regional or Minority Languages and Education), *Basque – The Basque language in education in Spain*, 2000 ; MERCATOR-EDUCATION (European network, for Regional or Minority Languages and Education), *Catalan – The Catalan language in education in Catalonia, Spain*, 2000.

la moyenne montagne où les traditions rurales de l'élevage et de l'agriculture se sont mieux conservées. Tous ces acquis, qui ont longtemps fait du Val d'Aoste une des régions les plus riches d'Italie et l'objet de l'envie des autres régions, sont en train de se réduire considérablement suite à la crise économique de 2008 et à ses conséquences, dont une drastique réduction budgétaire ainsi qu'une évolution brusque des habitudes touristiques des Italiens (vacances plus courtes, plutôt à la mer en été qu'à la montagne, moindre engouement pour les sports d'hiver, dont les prix ont augmenté, baisse des prix de l'immobilier et diminution des locations saisonnières...).

Face à ces véritables bouleversements actuels, dont le Val d'Aoste est loin d'être la seule victime, la question linguistique semble perdre d'importance et ne plus représenter le champ de batailles politiques entre positions opposées, comme ce fut le cas au cours des cinquante dernières années du XX^e siècle.

Sur la situation sociolinguistique du Val d'Aoste, nous ne disposons actuellement que d'un nombre très réduit de recherches qui ont pu être réalisées au début des années 2000. Or ces quelque trois premiers lustres du XXI^e siècle ont apporté des changements notables, bien que moins importants que dans le reste de l'Italie, dans la composition démographique de sa population. Aux migrations internes du siècle dernier, en provenance de la Vénétie dans la première moitié du siècle et des régions du Sud, notamment de la Calabre, dans la deuxième, migrations parfaitement intégrées, se substituent d'autres migrations depuis les Pays de l'Est et du Maghreb. La population résidente étrangère a doublé en passant de 3,5 % en 2005 à 7,3 % en 2014²². Les recherches sur lesquelles je vais m'appuyer ne prennent pas encore en compte ces changements, mais elles sont utiles pour une première réflexion critique des politiques linguistiques éducatives du Val d'Aoste. Il s'agit des deux recherches « locales » suivantes :

- l'une – *Plurilinguismo amministrativo e scolastico in Valle d'Aosta / Plurilinguisme administratif et scolaire en Vallée d'Aoste*²³ – est une

22. SREV, *Memento statistico della scuola valdostana, Regione Autonoma Valle d'Aosta*, 2015 : http://www.regione.vda.it/istruzione/srev/pubblicazioni_i.asp (consulté le 7 juillet 2016).

23. FONDATION CHANOUX, *Plurilinguismo amministrativo e scolastico in Valle d'Aosta / Plurilinguisme administratif et scolaire en Vallée d'Aoste*, sondage linguistique, Aosta, 2002,

recherche quantitative réalisée par Fondation Chanoux (2002), au moyen d'un questionnaire écrit concernant un échantillon d'environ 7 000 Valdôtains ;

- l'autre qualitative – *Langues, bilinguisme et représentations sociales au Val d'Aoste*²⁴ – conduite par l'Institut Régional de Recherche Éducative du Val d'Aoste se fonde sur de longs entretiens – enregistrés et transcrits – impliquant 68 personnes.

La situation sociolinguistique actuelle du Val d'Aoste²⁵

Pour approfondir la perception que les Valdôtains ont de leur situation sociolinguistique, certaines données de la recherche de la Fondation Chanoux donnent des informations assez précises et précieuses.

À la seule question ouverte à propos de la langue première des participants, les réponses en pourcentages ont été les suivantes²⁶ :

Tableau 1 : **Connaissance des langues**

Italien	71,50 %
Francoprovençal	15,70 %
D'autres dialectes	2,7 %
D'autres langues (bi-/pluril.)	1,41 %
Français	0,99 %
Autres	1,96 %
Pas de réponse	5,58 %

Source : Fondation Chanoux, *op. cit.*, 2002. Q 301 : *Quelle est votre langue maternelle ?*

<http://www.fondchanoux.org> (consulté le 7 juillet 2016). Pour une lecture des données concernant spécifiquement l'école, voir Marisa CAVALLI, « Bilinguisme et plurilinguisme au Val d'Aoste : le rôle de l'école – Premières réflexions à partir des résultats du sondage linguistique », *Une Vallée d'Aoste bilingue dans une Europe plurilingue – Una Valle d'Aosta bilingue in un'Europa plurilingue*, Aosta, Fondation Chanoux, 2003, p. 18-25.

24. Marisa CAVALLI, Daniela COLETTA, Laurent GAJO, Marinette MATTHEY et Cecilia SERRA, *Langues, bilinguisme et représentations sociales au Val d'Aoste*, Aoste, IRRE-VDA, 2003.

25. Pour des raisons d'espace, ne pourront pas être pris en compte, dans l'analyse, les résultats pour la minorité *valser*.

26. Sauf indication contraire, j'ai élaboré moi-même les données du sondage.

Majoritairement les Valdôtains déclarent que leur langue première est l'italien (mais à seulement 71,50 %) ; le francoprovençal arrive en deuxième position (15,70 %), ce qui représente une donnée non négligeable pour ce parler dont les locuteurs dans les autres aires francophones sont en nette baisse²⁷ ; le français n'est langue première que pour 0,99 % des répondants. Cette donnée montre que le français n'est pas une langue transmise en famille, mais par l'école. Malgré la question biaisée, 1,41 % des répondants indiquent plus d'une langue comme langue première déclarant ainsi qu'ils sont bi- voire plurilingues.

Ces données sont largement confirmées par deux études européennes²⁸, dont les auteurs s'étonnent de la vitalité ethnolinguistique du francoprovençal et de la difficulté que rencontre le français au Val d'Aoste.

Les répertoires individuels

Quant à la connaissance des langues, 50,53 % des participants déclarent en connaître trois (italien, français, francoprovençal). La moitié des participants affirment donc être trilingues (cf. tableau 2). Ce qui va à l'encontre d'une représentation assez répandue parmi les Valdôtains selon laquelle ils ne sont pas vraiment bilingues, ce qui renvoie à une conception équilingue et normative du bilinguisme.

Tableau 2 : **Connaissance de langues**

	Uniquement	+ITA	+FR	+FRPR	(ITA+FR+FRPR)	Totaux
ITA	15,36		24,88	5,24	50,53	96,01
FR	0	24,88		0	50,53	75,41
FRPR	0	5,24	0		50,53	55,77

Source : Fondation Chanoux, *op. cit.*, 2002. Q 401 : *Parmi les langues et les dialectes suivants, lesquels connaissez-vous ?* Élaborations de G. Raimondi, *op. cit.*, 2007, p. 39.

27. Voir, pour la France, François HÉRAN, Alexandra FILHON et Christine DEPREZ, « La dynamique des langues en France au fil du XX^e siècle », *Population et sociétés*, n° 376, INED, 2002 ; F. HÉRAN, A. FILHON et C. DEPREZ, « La transmission familiale des langues en France au XX^e siècle », *Éducation et sociétés plurilingues*, n° 12, 2002, p. 13-18.

28. EUROMOSAIC, *Franco-Provençal and French in the Aosta Valley, Italy*, 1997, <http://www.uoc.edu/euromosaic/web/homefr/index1.html> (consulté le 7 juillet 2016) ; EUROMOSAIC, *Le Franco-Provençal en Italie*, (sans date), <http://www.uoc.edu/euromosaic/web/homefr/index1.html> (consulté le 7 juillet 2016).

Les pratiques familiales

L'italien demeure la langue la plus parlée en famille dans les trois cas envisagés (avec la mère, avec le/la conjoint(e), avec les enfants) ; suit le francoprovençal et puis des emplois bi/plurilingues variés²⁹. Le français n'est que très peu utilisé en famille. Le francoprovençal semble faire l'objet d'une transmission intergénérationnelle par 11,40 % des répondants.

Tableau 3 : Langues parlées en famille

Langues parlées avec	mère	conjoint(e)	enfants
italien	38,39	49,40	37,95
francoprovençal	27,07	15,07	11,40
italien + francoprovençal	10,58	8,99	9,89
français	0,52	0,25	0,20
MAIS AUSSI			
italien + piémontais	3,48	1,90	1,51
italien + français + francoprov.	1,32	1,27	1,59
italien + français	0,95	1,52	1,65
francoprovençal + français	0,37	0,14	0,17
Italien + francoprov. + piémontais	---	0,49	0,20
...			

Source : Fondation Chanoux, *op. cit.*, 2002. Q 0402 : *En quelles langues et/ou quels dialectes parlez (parliez)-vous avec votre mère ?* Q 0405 : [...] *avec votre conjoint(e) ?* Q 0406 : [...] *avec vos enfants ?*

67,35 % des répondants déclarent à une autre question³⁰ connaître le francoprovençal.

Les pratiques sociales

Les résultats que l'on vient de présenter pour les pratiques familiales sont également confirmés pour les pratiques sociales des trois

29. Il importe de souligner qu'un autre dialecte – le piémontais – est assez parlé, à côté du francoprovençal, dans la partie sud-est de la région qui confine avec le Piémont. Je n'analyse pas les données le concernant.
30. Q 1403 : *Connaissez-vous le francoprovençal (patois) ?*

langues : grande prééminence de l'italien, une présence consistante, mais variable selon les domaines, du francoprovençal et des emplois très limités du français.

Tableau 4 : **Les pratiques sociales des langues**

Code oral utilisé	ITA	FR	FRPR
408 avec les voisins	84,53 (55,62)	2,74 (-)	38,39 (12,6)
414 avec les commerçants	87,3 (62,31)	0,73 (-)	32,18 (9,5)
411 avec les enseignants	90,25 (76,36)	5,56 (0,17)	11,16 (1,57)
412 avec le curé	84,88 (72,36)	2,67 (0,39)	22,29 (11,21)
413 avec le médecin de famille	92,79 (88,27)	0,3 (0,12)	8,01 (4,41)
603 dans les bureaux (Administration communale)	94,0 (69,04)	2,82 (-)	27,72 (5,26)
604 dans les bureaux (Administration régionale)	97,98 (79,46)	7,5 (1,7)	15,8 (0,94)
605 dans les bureaux (Administration de l'État)	98,74 (93,42)	1,44 (0,04)	4,48 (0,46)

Source : Fondation Chanoux, *op. cit.*, 2002. Q 408 : *En quelles langues et/ou quels dialectes parlez-vous avec vos voisins ?*, Q 414 : *[...] avec les commerçants de votre commune ?*, Q 411 : *[...] avec vos enseignants ou avec ceux de vos enfants ?*, Q 412 : *[...] avec le curé ?*, Q 413 : *[...] avec le médecin de famille ?*, Q 603 : *Quelles langues et/ou quels dialectes utilisez-vous dans les bureaux de l'Administration communale ?*, Q 604 : *[...] de l'Administration régionale ?*, Q 605 : *[...] de l'Administration de l'État ?* (entre parenthèses les pourcentages d'utilisation exclusive). Élaborations de G. Raimondi Raimondi, *op. cit.*, 2007, p. 40.

Quelques effets de l'école

Le système éducatif, dans lequel l'engagement politique a été le plus conséquent en vue de la sauvegarde du français, est souvent, dans le discours ordinaire, accusé d'inefficacité quant au maintien de cette langue.

La finalité de la politique linguistique n'a jamais reçu d'explicitation formelle : personne ne sait si cette finalité se limite à la simple connaissance de la langue française, ce que l'école est en mesure de faire, ou bien si la finalité majeure est une sorte de reffrançaisement de la société valdôtaine, ce qui présupposerait d'autres mesures complémentaires et efficaces d'aménagement linguistique, une forte volonté et un

engagement actif de la société et des locuteurs et dont la réalisation excède abondamment les devoirs d'une école, aussi bilingue soit-elle. L'école peut, certes, préparer à un projet de revitalisation du français en assurant les compétences langagières des élèves : c'est sa fonction d'aménagement de l'acquisition linguistique. Mais d'autres mesures – d'aménagement du statut – qui n'incombent pas à l'école, mais à la créativité des décideurs et à leur capacité d'impliquer directement la population sont à concevoir. Or ces mesures sont très faibles, souvent cosmétiques ou folkloriques, au Val d'Aoste, comme nous avons pu le constater.

Si l'on revient à l'aménagement de l'acquisition, il est légitime de se demander – après tant d'années d'enseignement bilingue – si l'école a rempli son devoir. Les Valdôtains ayant participé au sondage de la Fondation Chanoux sembleraient donner les preuves que oui (voir tableau 5). Si l'on regarde la progression de la connaissance de la langue française, les générations scolarisées sous le régime fasciste déclarent des compétences nettement inférieures à celles qu'ils ont en italien, ces compétences s'accroissent au cours des décennies 1950-1960 et 1961-1970 (enseignement paritaire du français et de l'italien) et grimpent à partir de la décennie 1971-1982, époque où s'exprime la volonté politique de créer une école véritablement bilingue par l'enseignement des disciplines dans les deux langues.

Tableau 5 : Connaissance des langues selon les générations

	ITA	FR	FRPR
SU 1921-1937	97,65	60,66	66,65
SU 1938-1949	95,66	69,36	56,2
SU 1950-1960	96	79,37	55,78
SU 1961-1970	94,18	79,29	52,19
SU 1971-1982	97,07	90,34	49,08
SU 1983-1989	97,39	92,37	52,63

Source : Fondation Chanoux, *op. cit.*, 2002. Q 401 : *Parmi les langues et les dialectes suivants, lesquels connaissez-vous ?* Élaborations de G. Raimondi Raimondi, *op. cit.*, 2007, p. 40.

Les données concernant les générations 1921-1937 et 1938-1940, non scolarisées en français, pourraient surprendre car leur connaissance du français est quand même élevée. On peut faire l'hypothèse que, pour bon nombre de Valdôtains, il a été assez aisé, en partant de leur connaissance du francoprovençal, de se construire des compétences minimales en français, y compris par les contacts transfrontaliers très faciles et les visites de ou chez les nombreux parents et familles émigrés en France.

Si l'on considère que la compétence à laquelle l'école contribue le plus fortement est l'écriture, l'autoévaluation de cette compétence par les Valdôtains dans le sondage de la Fondation Chanoux confirme la même progression dans l'efficacité de l'école bilingue valdôtaine à élever le niveau de connaissance dans la langue française dans le temps (cf. fig. 3). Paradoxalement, ces résultats sont d'autant plus considérables qu'il s'agit justement d'une auto-évaluation, car les Valdôtains partagent le même sentiment d'insécurité que les autres francophones périphériques³¹.

Fig. 3 : Compétences en écriture (source : Fondation Chanoux, *op. cit.*, 2002. Q 1402.
Comment estimez-vous connaître le français ?)

31. Michel FRANCARD, « Insécurité linguistique », dans M.-L. Moreau (dir.), *Sociolinguistique – Concepts de base*, Liège, Mardaga, 1997, p. 170-176 et, plus spécifiquement pour le Val d'Aoste, Marisa CAVALLI *et alii*, *op. cit.*, 2003.

Par rapport à une question explicite sur le choix des langues à l'école, encore une fois l'école s'en sort assez bien : 54 % des participants voulant le *statu quo*. Les 22,01 % demandant une parité réelle entre italien et français, par contre, montrent que, déjà en 2001, presque un quart des participants au sondage demandaient plus de français (une parité réelle avec l'italien dans les matières scolaires), ce qui peut sans doute être jugé comme un point critique par rapport à l'efficacité avérée de l'école. Le pourcentage de 14,51 % demandant l'italien seulement est intéressant aussi car il peut permettre de chiffrer l'opposition réelle à la langue française en 2002, généralement beaucoup plus bruyante que la majorité silencieuse composée de gens favorables à l'éducation bilingue telle qu'était à l'époque et de ceux qui demandaient plus de français.

Fig. 4 : Les langues à utiliser à l'école (source : Fondation Chanoux, *op. cit.*, 2002.
Q. 2401 : Si vous pouviez choisir la/les langue/s d'enseignement à l'école, vous souhaiteriez que l'on utilise...)

Quelques carences de la politique linguistique valdôtaine dans d'autres domaines

La figure montre que, selon l'opinion des Valdôtains, si l'école est le lieu où l'on agit le plus en faveur du français, les mesures d'aménagement linguistique décroissent à mesure que l'on passe à l'administration publique, aux médias et surtout à la famille.

Fig. 4 : Aménagement linguistique selon les domaines (source : Fondation Chanoux, *op. cit.*, 2002. Q 3302 : *Dans les milieux suivants en Vallée d'Aoste, dans le français on fait ...*)

L'évaluation globalement plus positive demeure celle de l'efficacité scolaire, meilleure que l'évaluation qui a été faite pour les autres domaines, donc. Or la famille qui est le lieu principal de la transmission intergénérationnelle – ce qui demeure la mesure la plus efficace en vue de la sauvegarde d'une langue minoritaire³² –, est le domaine le moins actif pour ce qui est du français. Suivent ensuite l'administration publique et, enfin, les médias. Il est intéressant de souligner les réponses « trop » pour ce qui est de l'école (12,71 %) et de l'administration (16,97 %) : ce qui semble souligner un « ras-le-bol » par rapport à une action politique que les gens ressentent comme trop « incombante » dans les deux domaines. Les pourcentages, dans les deux cas, semblent avoisiner, par excès ou par défaut, le 14,1 % qui voulaient uniquement l'italien à l'école (cf. fig. 4). Il est à noter, par ailleurs, que le pourcentage des participants qui considèrent que l'école ne fait pas assez (17,1 %) est assez proche du pourcentage de 22,01 % (cf. fig. 4)

32. Joshua FISHMAN, *Reversing language shift*, Clevedon, Multilingual Matters, 1997 [1991] ; J. FISHMAN (dir.), *Can threatened languages be saved?*, Clevedon, Multilingual Matters, 2001.

demandant une parité réelle entre italien et français à l'école. Pour une partie des répondants, donc, l'école non plus ne fait pas assez pour la langue française.

Les représentations sociales des langues et du bilinguisme au Val d'Aoste

Les résultats de la recherche de l'IRRE-VDA confirment, d'une autre façon, les éléments que nous venons de mettre en évidence. Les entretiens menés auprès de différents acteurs de et autour de l'école (surtout enseignants, mais aussi élèves, parents d'élèves, chefs d'établissement, décideurs...) ont permis de recueillir un matériel très riche. Le protocole d'enquête réunissait autour d'une table quatre personnes appartenant à une même catégorie d'acteurs, mais choisies selon le critère de la plus grande hétérogénéité des pratiques langagières et des idéologies linguistiques. Il leur était demandé de réagir à des *stimuli* très divers (affirmations sur le bilinguisme, définitions scientifiques de bilinguisme, réalisation de dessins, lecture de brefs extraits de textes littéraires et autres etc.) dont la fonction était de déclencher le débat.

Il en est ressorti que, dans le discours des personnes discutant entre elles :

- l'italien est très rarement évoqué ou thématisé, tellement c'est une langue qui « va de soi », qui n'a besoin de lutter ni pour sa survie ni, surtout, pour son hégémonie ;

- le français est fréquemment thématisé souvent en opposition soit au francoprovençal soit à l'anglais : il est parfois considéré comme une langue imposée, faisant référence à une culture « haute » autant que « autre », utilisée comme langue officielle et en politique ; une langue « distante » du locuteur et de ses affects ; une des langues de l'école, élitare et « difficile », qui engendre chez les locuteurs un sentiment d'incompétence et d'insécurité ;

- le francoprovençal, par contre, est vécu comme la langue de la quotidienneté et de l'intimité, comme langue identitaire des micro-communautés que sont la famille et le village ; une langue vernaculaire et proche, réellement parlée dans le quotidien et dans laquelle le locuteur se sent à l'aise et compétent ; langue populaire, le francoprovençal peut également être parfois perçu et conçu comme une « non-langue » ;

– ce que les deux langues partagent, c'est qu'elles peuvent devenir toutes les deux moyens d'exclusion ou d'inclusion dans des communautés différentes ;

– les participants ont eu beaucoup de mal à définir la langue française, aucune définition « classique » ne rendant compte de son positionnement tout particulier dans l'écosystème linguistique du Val d'Aoste : langue étrangère « privilégiée » ou « supplémentaire », ou alors « la seconde langue la plus naturelle », ou bien « UNE langue seconde, mais pas LA langue seconde », le français semble un objet très problématique de discours ;

– l'anglais aussi est parfois comparé au français à cause de sa plus grande utilité supposée, de sa plus large diffusion au niveau mondial et de sa moindre « normativité ».

La langue française semble, discursivement tout au moins, la moins aimée des langues du répertoire valdôtain et la plus en difficulté malgré tout.

Conclusions

Le lisse bilinguisme officiel du Val d'Aoste, très officiellement affiché, cache une réalité beaucoup plus riche, complexe et âpre. Le Val d'Aoste était un territoire multilingue déjà avec ses langues historiques (francoprovençal, *walser*, français, ajoutons le latin aussi et, plus récemment, le piémontais). Son passage à l'Italie a apporté l'italien qui s'est au fil du temps imposé comme la langue la plus connue et utilisée jusqu'à nos jours. Le multilinguisme territorial valdôtain s'est enrichi des dialectes des migrations internes italiennes et des langues et variétés de langues des migrations plus récentes en provenance des pays de l'Est et des pays du Maghreb. Si l'on isole le seul français dans ce panorama, que peut-on dire de la politique linguistique en défense de cette langue fragilisée par les politiques préalables d'italianisation qui ont duré 77 ans entre 1861 et 1948 ? Des chercheurs externes ont exprimé des vues très pessimistes quant au futur du français et à la qualité de la politique linguistique valdôtaine³³.

33. Frank JABLONKA, *Frankophonie als Mythos. Variationslinguistische Untersuchungen zum Französischen und Italienischen im Aosta-Tal*, Egert, Wilhelmsfeld, 1997 ; F. JABLONKA,

Si la finalité de cette politique visait l'emploi quotidien par les Valdôtains de la langue française dans la vie de tous les jours, c'est-à-dire une sorte de refrancisation du Val d'Aoste, assurément les investissements consentis presque exclusivement sur l'école (aménagement de l'acquisition) n'étaient pas les bonnes mesures d'aménagement à prendre ou mieux, les seules bonnes mesures (aménagement du statut mais du corpus aussi). La politique linguistique valdôtaine a failli en ne se donnant pas tous les moyens pour sauvegarder la langue auprès de la population valdôtaine.

Si, par contre, la politique linguistique avait pour finalité de préserver auprès des locuteurs la connaissance de la langue française, cet objectif a été largement atteint à travers l'école comme le démontrent les nombreuses données que nous avons pu analyser. Avec toutefois des notes critiques de presque un quart des Valdôtains qui ont participé à l'enquête de la Fondation Chanoux et qui demandaient déjà en 2002 « plus de français ».

En perspective, il s'agirait de demander aux Valdôtains – car, dans toutes ces questions de langues, c'est bien des locuteurs qu'il s'agit et non pas des « langues en soi » selon une vision essentialiste³⁴ : ce sont eux qui importent principalement – dans quelle mesure et à quelles conditions ils seraient prêts à s'engager pour une utilisation plus étendue des ressources langagières que l'école leur donne et dont ils disposent. C'est principalement de leur volonté et de leur engagement que dépend le futur du français au Val d'Aoste, le pouvoir public pouvant mettre en œuvre des mesures motivantes et faisant sens d'aménagement linguistique (du statut et du corpus) comme mesures complémentaires. Personne n'est en capacité d'obliger les Valdôtains à utiliser cette langue dans leur quotidien. Personne ne pourrait non plus les en empêcher si tel était leur véritable désir. Preuve en est la vitalité ethno-linguistique du francoprovençal qui, par la transmission intergénérationnelle,

« La francophonie du Val d'Aoste : mythe langagier et politique linguistique », dans P. Cichon & B. Czernilofsky (dir.), *Mehrsprachigkeit als gesellschaftliche Herausforderung – Sprachenpolitik in romanischsprachigen Ländern*, Wien, Edition Praesens, 2001, p. 15-30.

34. Jean-Marie KLINKENBERG, *La langue et le citoyen*, Paris, PUF, 2001 ; J.-M. KLINKENBERG, *La Langue dans la cité – Vivre et penser l'équité culturelle*, Bruxelles, Les Impressions nouvelles, 2015.

sans pouvoir disposer de toutes les mesures d'aménagement linguistique réservé au français, se maintient mieux que le français et mieux que le francoprovençal parlé dans d'autres aires francophones. Surtout, ce qui fait terriblement défaut, c'est un débat public large, informé et positivement critique autour de ces enjeux linguistiques et, notamment, culturels, mais aussi identitaires, liés à la langue française.